Baisse des prix de gros de l'électricité : causes, perspectives et conséquences

Sur le modèle du prix du pétrole, le prix de l'électricité sur les marchés de gros en Europe est historiquement bas, atteignent des niveaux jamais atteint depuis 10 ans.

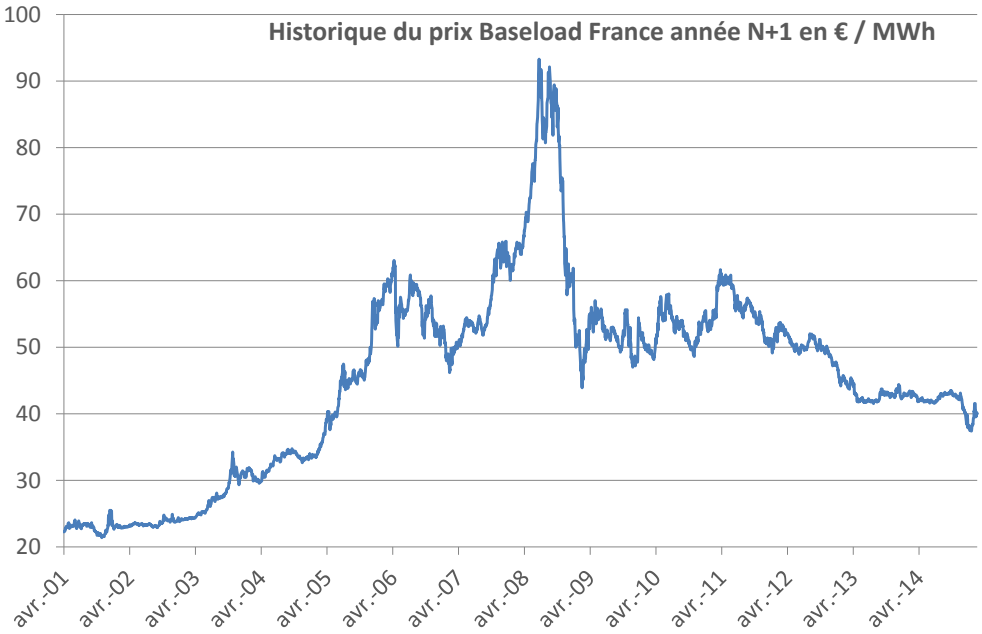
Quels sont les facteurs qui tirent les prix vers le bas ? Quelles sont les perspectives pour demain ? Quels sont les impacts de cette baisse des prix sur les acteurs de l'énergie en Europe ?

Julien Teddé, Directeur Associé d'Opéra Energie tente d'apporter des éléments de réponse dans cette tribune.

Constat : le prix de gros de l'électricité à la baisse depuis 2013

La libéralisation des marchés de l'électricité en Europe, initiée durant les années 90, a induit la mise en place de marchés de gros de l'électricité. Ces derniers sont le plus souvent associés à un pays (même si des corrélations fortes existent, entre France et Allemagne notamment), et cadrent les échanges entre les producteurs et les fournisseurs d'électricité. On distingue le marché « Spot », qui concerne l'électricité livrée le lendemain et le marché « à terme », où l'on échange de l'électricité pour les mois ou années à venir. C'est ce dernier qui est le plus utilisé par les fournisseurs d'électricité pour s'approvisionner. Attention : comme sur le marché du pétrole, les prix de gros de l'électricité ne représentent qu'une partie des factures finales d'électricité des consommateurs (de 35% pour un particulier à 50% pour un industriel).

Le graphique ci-dessous montre l'historique des cotations du marché « à terme » en France, pour un bandeau d'électricité de puissance constante sur l'année suivante. On parle alors de produit « Baseload » en cotation « N+1 ».



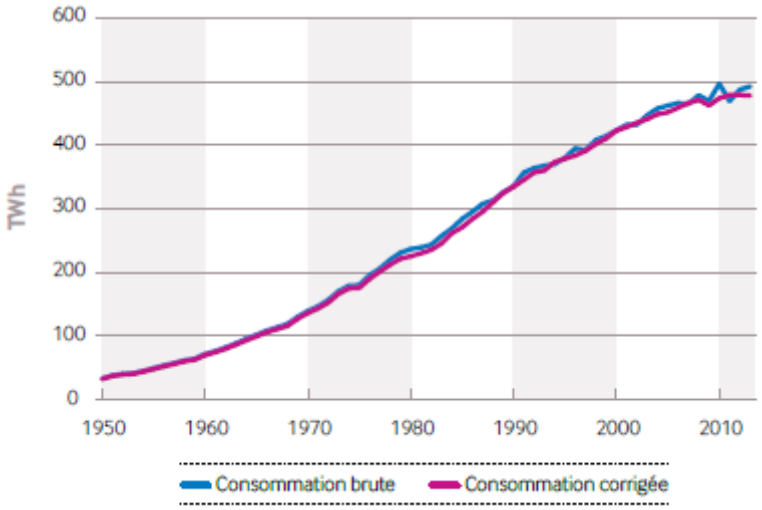
On remarque que, depuis le début de l'année 2013, les prix semblent se stabiliser à un niveau relativement bas, autour de 42€ / MWh. Voire baisser davantage depuis la fin de l'année 2014.

Le prix, résultat d'un équilibre offre demande

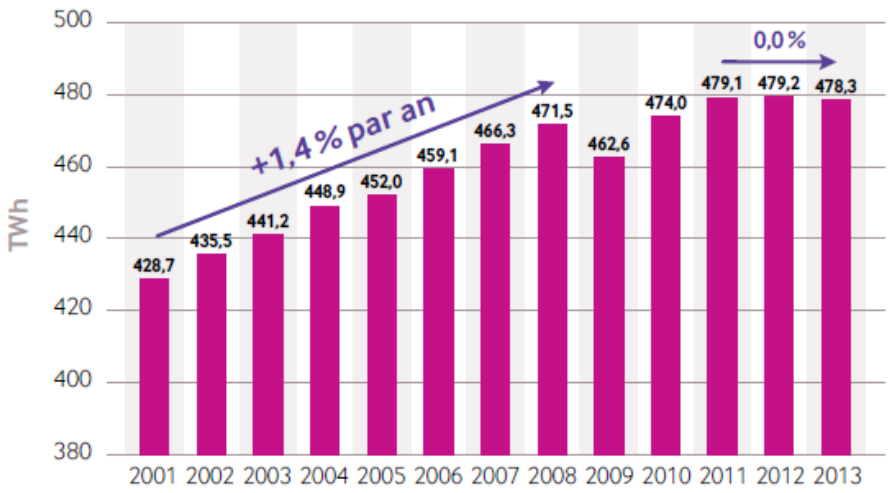
Sur le graphique ci-dessus, il apparaît clairement que le prix de l'électricité est très volatil : il peut varier fortement et rapidement. Logique : l'électricité ne se stocke pas ; son prix reflète donc un équilibre instable entre la demande (la consommation d'électricité) et l'offre (la capacité de production). L'explication de la baisse actuelle des prix est à chercher ici : une production qui se développe malgré une demande faible.

Une demande qui n'augmente plus

Depuis les années 1950, la France connaissait une hausse continue de sa de sa consommation d'électricité, comme le montre le schéma ci-dessous (source : RTE).



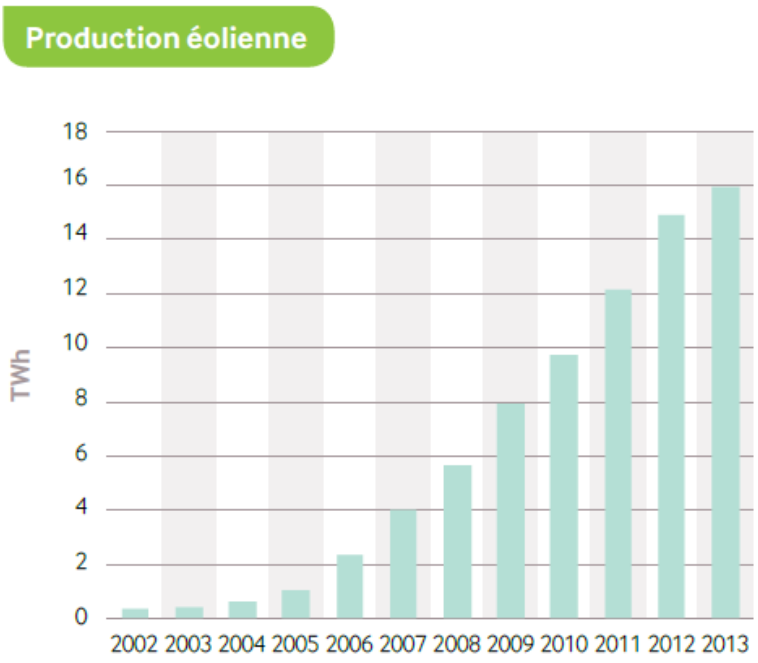
Or, La consommation d'électricité d'un pays est intimement liée à son activité industrielle ; en 2009, la crise économique impacte fortement la consommation d'électricité, comme le montre le graphique ci-dessous (source : RTE). Depuis 2011, cette consommation reste stable, ce qui est donc exceptionnel, après une hausse continue de plus de 60 ans. A l'échelle Européenne, on observe même une baisse de la consommation d'électricité (-3% entre 2010 et 2013).



Les principales causes sont la baisse de la consommation industrielle (due à la crise et au développement relatif du secteur tertiaire, moins énergivore), et les premiers impacts des actions d'efficacité énergétique sur tous les secteurs, qui compensent largement tous nos nouveaux usages électriques (tablettes etc).

Une offre à la hausse, et une baisse des coûts de production fossile

Malgré cette demande en berne, l'offre poursuit son développement ! En particulier, les énergies renouvelables connaissent un essor considérable depuis quelques années. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la production éolienne depuis le début des années 2000 en France (source : RTE)



En 2013, la production éolienne et solaire en France a dépassé 20 TWh, soit plus de 4% de la consommation d'électricité. La dynamique est similaire en Allemagne, malgré des prix de gros de l'électricité très bas. En effet, France et Allemagne subventionnent le développement des moyens de production renouvelables, qui se retrouvent ainsi « déconnectés » des prix de marché.

Au-delà du développement des énergies renouvelables, le développement des gaz de schiste a aussi favorisé le développement de la production d'électricité en Europe. En effet, le prix du gaz a été divisé par 2 en 5 ans aux USA, sous l'effet de la hausse de la production non conventionnelle. Conséquence : de nombreux industriels ont délaissé le charbon, au profit du gaz. Une forte quantité de charbon a donc été disponible pour l'export, en Europe notamment. Logiquement, le prix du charbon a baissé de 20% en Europe au cours de l'année 2012. En parallèle, le prix des quotas CO_2 était, lui aussi, historiquement bas. Depuis 2013, les centrales à charbon (en Allemagne particulièrement) peuvent donc produire de l'électricité à bas coût, renforçant ainsi l'offre sur le marché européen de l'électricité. Les principales victimes de cette « nouvelle donne » sont les centrales à gaz, pourtant moins polluantes que les centrales à charbon, mais qui n'ont pas la capacité de produire à des coûts aussi bas.

Les perspectives d'évolution

Bien entendu, comme l'a encore prouvé la baisse soudaine et inattendue des prix du pétrole il y a quelques semaines, il est très difficile de prévoir l'évolution des prix de l'électricité à quelques semaines, mois, années. Néanmoins, il est possible de citer les éléments qui pourraient tirer les prix à la hausse ou à la baisse.

Eléments en faveur d'une stabilité voire baisse des prix : poursuite de la situation actuelle !

A savoir : demande faible, prix du pétrole / charbon et des quotas CO_2 bas, poursuite du développement des énergies renouvelables, sans lien avec les prix de gros de l'électricité. A noter : ce scénario pourrait être la première étape de la fameuse « troisième révolution industrielle » de Jeremy Rifkin, qui prévoit à terme une forte baisse des prix de l'énergie, liée au développement des énergies renouvelables décentralisées et du stockage ?

Eléments en faveur d'une hausse des prix : reprise économique, hausse du prix du pétrole / charbon, fermeture de centrales de production. Facteur important : le prix du la Commission Européenne pourrait prendre des mesures favorisant l'inflation du prix des quotas CO_2 (hausse de + 10 € / tonne à horizon 2021). Or, + 1€/tonne de CO2 a un impact direct sur le prix de l'électricité (de l'ordre de 0,5 à 1 € / MWh). A noter : ce scénario serait quant à lui plus favorable à l'efficacité énergétique, un prix de l'énergie élevé incitant d'avantage à l'économie.

La baisse des prix crée alimente la crise Européenne de l'énergie

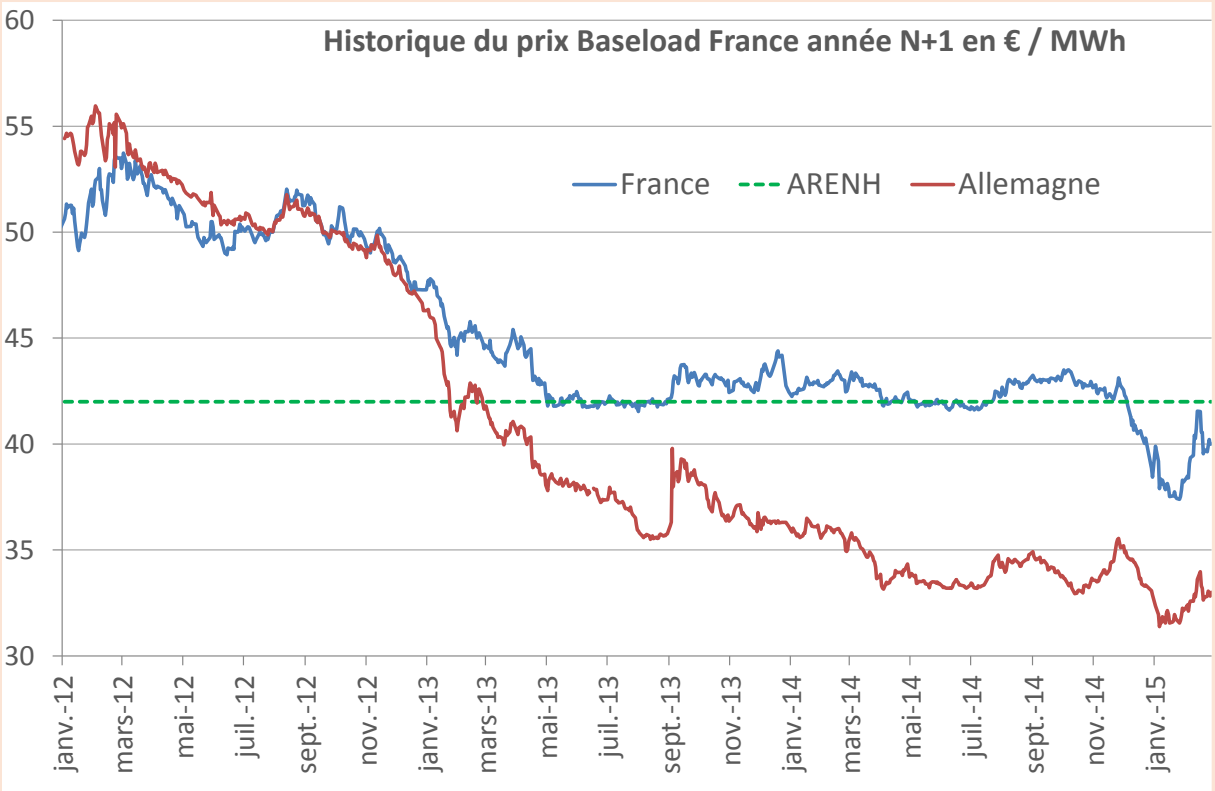
La baisse des prix de gros du marché de l'électricité a un impact majeur sur le secteur de l'énergie en Europe. En effet, les centrales à gaz, voire certaines centrales à charbon ne sont plus rentables et sont menacées de fermeture. Exemple le plus frappant de cette crise Européenne du secteur de l'énergie : l'énergéticien E.On a annoncé fin 2014 sa volonté de se séparer de ses centrales de production historiques, pour se concentrer sur les énergies renouvelables, les réseaux et l'efficacité énergétique.

Selon Gérard Mestrallet, PDG de GDF SUEZ, 70 GW de centrales thermiques devraient fermer ou être mises « sous cocon » (i.e à l'arrêt en attendant un redémarrage ultérieur) en Europe. A titre de comparaison, cela représente 60 % de la capacité de production installée en France ! Le sujet est pris au sérieux par les Pouvoirs Publics : la fermeture de centrales pouvant mettre en péril la sécurité d'approvisionnement électrique lors des pointes de consommation, dans les années à venir.

Cette situation résume la complexité de la transition énergétique dans le secteur électrique : comment développer les énergies renouvelables, réduire la part du nucléaire, diminuer les émissions de CO_2, tout en évitant les « black-outs » ? La solution viendra certainement du développement de la « flexibilité électrique », en particulier les effacements de consommation et les solutions de stockage associées à la production renouvelable. Espérons que le futur marché de capacité, qui devrait entrer en vigueur dès 2017 en France, saura favoriser l'émergence de ce futur réseau électrique décarboné et intelligent.

Quel impact de l'ARENH sur les prix de gros de l'électricité en France ?

Le graphique ci-dessous montre l'évolution comparée des prix à « à terme » en France et en Allemagne, pour un produit « Baseload N+1 » et du prix de l'ARENH en France.



On constate que les prix en Allemagne ont baissé avant les prix en France et que, surtout, l'ARENH semble avoir joué un rôle de prix « plancher » pour les prix de marché en France en 2013 et 2014.

Depuis la fin de l'année 2014, les prix ont sont passés sous ce « plancher », connaissant même un point bas courant janvier aux alentours de 37,5 € / MWh, avec la forte baisse des prix du pétrole. Le marché Français n'avait pas connu un prix aussi bas depuis le début de l'année 2005 !

Il n'y a pas de réelle explication sur la raison de la rupture de ce prix plancher. Le plus probable est que l'écart entre les prix Allemand et Français était devenu trop important (plus de 10 € / MWh), sans réelle justification économique. Avec les perspectives de hausse du prix de l'ARENH, il est probable que le prix de marché de gros de l'électricité en France soit durablement décorrélé du prix de l'ARENH. Cela pourrait remettre en cause l'existence même du dispositif ARENH.